

Mesures drastiques du Conseil fédéral

Genève garde ouverts ses r

Le Conseil d'État n'annonce pas de nouvelles restrictions. Pour certains experts, il est illusoire

Eric Budry
et Aurélie Toninato

Le Conseil d'État a choisi vendredi de rester dans le régime d'exception autorisé par les ordonnances fédérales, et de ne pas fermer les restaurants comme l'exige le Conseil fédéral. L'ouverture des commerces ce dimanche et l'horaire prolongé de samedi sont également maintenus. Le Canton de Vaud a lui aussi annoncé, un peu plus tôt dans la journée, qu'il ne modifiait pas sa politique.

«Aux côté des cantons romands, le Conseil d'État réaffirme sa volonté de poursuivre activement la concertation.»

Le gouvernement genevois dans un communiqué

Si la situation sanitaire est loin d'être excellente à Genève, elle lui permet encore de profiter de justesse d'une marge de manœuvre. Selon le conseiller fédéral Alain Berset, tous les cantons romands sont dans ce cas, «mais plusieurs sont à la limite». «Au côté des cantons romands, écrit le gouvernement genevois dans un communiqué, le Conseil d'État réaffirme sa volonté de poursuivre activement la concertation. Il salue que des exceptions soient possibles en fonction de la situation épidémiologique des cantons.»

Avantage fragile

L'Exécutif est conscient que tout peut basculer d'un jour à l'autre. Il se réunira lundi pour réévaluer la situation. «Afin de bénéficier d'une exception, un canton doit pouvoir justifier d'un taux de reproduction (R_t) inférieur à 1 pendant au moins une semaine selon les données de l'Office fédéral de



Situation actuelle
Comme ici dans les Rues-Basses, les Genevois peuvent continuer à aller faire leurs achats de Noël. Tout comme aller manger au restaurant. LAURENT GUIRAUD

la santé publique (OFSP), ainsi qu'une incidence inférieure à la moyenne suisse calculée sur une semaine», rappelle-t-il. Or, vendredi, le R_t genevois était estimé à 1... En clair, il existe un risque important que Genève ne remplisse plus les conditions requises pour bénéficier du régime d'exception. Pour éviter cela, le gouvernement genevois compte encore et toujours sur le sens civique de la population.

Le R_t de Genève a donc atteint le seuil fatidique de 1. En réalité, ce taux est une estimation, le milieu

d'une fourchette plus large entre 0,91 et 1,2. «On ne peut pas connaître avec exactitude le R_t , rappelle Christian Lovis, médecin-chef du Service des sciences de l'information médicale de l'Hôpital cantonal. Il faudrait tester tout le monde tous les jours. C'est donc une estimation avec un degré de certitude.» Son équipe est d'ailleurs parvenue à un taux «comparable» à celui énoncé par l'OFSP.

Mais il faut relever que ce taux ne reflète pas la situation actuelle, il révèle une dynamique d'il y a plus d'une semaine déjà... Ce chiffre est en effet obtenu en divisant le

nombre de personnes infectées un jour donné par le nombre de personnes infectées le jour précédent, ce qui permet d'obtenir le taux de reproduction d'il y a une semaine, voire plus (ndlr: *délai entre l'infection et le résultat positif du test. Le taux de 1 vaut pour le 4 décembre seulement*). D'autres paramètres sont pris en considération, dont le taux de positivité des tests, le nombre de personnes dépistées, la probabilité qu'une partie des malades échappe au dépistage, etc.

«L'important n'est pas d'établir si Genève a atteint précisément le 1,

relève le spécialiste. L'important est qu'aujourd'hui, nous le frôlons, ce qui est critique. Il faut se préparer à réagir très rapidement si le nombre de nouveaux cas dépistés par jour ne diminue plus, ou pire, augmente, pour éviter une nouvelle croissance incontrôlable.»

Il ajoute que tant que le nombre de nouveaux cas par jour et d'hospitalisations continue à baisser, même faiblement, la situation est «critique mais contrôlée». Le R_t augmente parce que le nombre de cas baisse de moins en moins, c'est pour cela qu'il se rapproche de 1. Lorsque

le nombre de nouveaux cas ne baissera plus, il sera à 1, et lorsque le nombre de nouveaux cas va augmenter, il deviendra supérieur à 1.» Il faudra alors faire face à une croissance exponentielle de la maladie. Et lorsqu'on démarre avec un seuil de 150 nouveaux cas par jour, comme c'est le cas en moyenne, l'ascension est vertigineuse.

En équilibre sur le 1, ne serait-il pas plus avisé de suivre les recommandations fédérales? «Personnellement, je préfère mettre une ceinture de sécurité au volant... Mais ces décisions dépendent de pesées

Malgré un sursis, les cafetiers et les restaurateurs se préparent à fermer

● Le couperet fédéral est tombé. S'il épargne dans l'immédiat les commerçants et les restaurants genevois, tout indique que ceux-ci devront probablement fermer dans le courant de la semaine prochaine. Du coup, les réactions oscillent entre soulagement et fatalisme.

«On s'achemine vers une fermeture, explique Anthony Catsrilli, président du Groupement professionnel des hôteliers et restaurateurs. Pour la première fois, on a quelques jours devant nous. De quoi réduire les stocks tout en maintenant les réservations qui sont nombreuses.» Pour lui, comme pour Laurent Terlinchamp, président de la Société des cafetiers, la vraie question est celle des aides et celui-ci de préciser: «Alors que Berne

cible la restauration une fois de plus, elle se dit satisfaite des soutiens apportés jusqu'ici, alors qu'il s'agit presque d'aide humanitaire! Le Conseil fédéral dit ne vouloir examiner de nouvelles aides qu'en janvier, ce qui veut dire que si de l'argent nous arrive, ce sera en février ou en mars. La catastrophe continue.» La **Chambre de commerce** offre un avis plus balancé.

Vincent Subilia, son directeur, salue «le fait que le Conseil d'État ait décidé de ne pas précipiter la fermeture de ceux-ci, et statuera vraisemblablement lundi, en espérant que le sens civique permettra d'infléchir la courbe de reproduction». Il se réjouit que les commerces restent ouverts, «avec une jauge réduite et, là aussi, sous réserve de l'application de la déroga-

tion, s'agissant des ouvertures prévues le dimanche 20 décembre et le 31 décembre». Il souligne l'évolution du Conseil fédéral sur les tests rapides «désormais encouragés, y compris sans symptômes. Nous avons du mal à suivre la logique d'une promotion du dépistage accompagnée d'une série de restrictions.»

La **Chambre de commerce** estime enfin que la question clé à l'avenir sera celle du niveau des aides et de la rapidité de leur arrivée. «Le Conseil fédéral ne propose pas de mesures économiques suffisantes. Pour rappel, les aides genevoises comportaient soutien au loyer, dédommagement en fonction de la surface pour les fermetures et soutien partiel aux charges sociales patronales.» **Marc Bretton**

L'appel du ministre de la Santé aux skieurs

Alain Berset: «Réfléchissez bien, les hôpitaux sont pleins»

Le Conseil fédéral donne un coup d'arrêt aux activités sportives dès le 22 décembre. Enfin, pas à tout. Le ski reste autorisé. «C'est un sport d'extérieur qui réunit en général moins de cinq personnes. Si on devait l'interdire, on interdirait aussi la course à pied», a justifié Alain Berset, ministre de la Santé. En précisant que les restaurants seraient fermés – sauf dans les cantons au bénéfice d'une exception, comme Vaud et le Valais. De quoi limiter la fréquentation. L'ouverture des domaines skiables est au cœur d'une vaste polémique. Entre la Suisse et ses voisins, qui ont presque tous décidé de fermer les pistes pour freiner la propagation du virus,

mais aussi entre cantons alpins et cantons de plaine. Cette semaine encore, Zurich demandait notamment au Conseil fédéral de laisser les télésièges à l'arrêt. Cette ouverture reste toutefois soumise à conditions. «Les cantons restent responsables des domaines skiables, mais l'exploitation de ces derniers est soumise à des conditions strictes: la situation épidémiologique doit permettre leur ouverture, de même que les capacités en matière de soins hospitaliers, de triage des contacts et de dépistage. Les domaines skiables doivent en outre disposer de plans de protection stricts et garantir leur mise en œuvre. Le Canton concerné ne peut délivrer

d'autorisation d'exploitation que si toutes ces conditions sont réunies», écrit le Conseil fédéral. Alain Berset a d'ailleurs prévenu le lobby alpin. «Les cantons se sont battus pour garder la main sur l'ouverture des domaines skiables: ils doivent en assumer la responsabilité.» Le Fribourgeois a toutefois rappelé que certains d'entre eux étaient déjà à la limite pour rester ouverts. Avant de lancer cet appel aux skieurs: «Réfléchissez bien, les hôpitaux sont pleins.» Dans la foulée, les cantons de Schwytz, Lucerne ou encore Zoug annonçaient déjà la fermeture de tous leurs domaines skiables.

Florent Quiquerez Berne

Restaurants. Jusqu'à quand?

de croire en des demi-mesures et l'Exécutif prend des risques dans une situation «critique».

Les indicateurs de l'épidémie en Suisse

| ÉTAT au 18 décembre | Nombre de cas pour 100'000 habitants Cas cumulés au cours des 14 derniers jours | Taux de reproduction Calculé avec un délai de 10 jours, soit au 4 déc. |
|---------------------|--|---|
| CANTONS | | |
| Vaud | 457 | 0,92 |
| Neuchâtel | 460 | 0,92 |
| Obwald | 359 | 0,93 |
| Fribourg | 395 | 0,96 |
| Valais | 408 | 0,97 |
| Genève | 410 | 1,00 |
| Appenzell R.-E. | 662 | 1,00 |
| Schaffouse | 676 | 1,02 |
| Bâle-Campagne | 741 | 1,03 |
| Bâle-Ville | 707 | 1,03 |
| Zoug | 524 | 1,05 |
| Zurich | 736 | 1,07 |
| Saint-Gall | 957 | 1,07 |
| Tessin | 913 | 1,08 |
| Grisons | 694 | 1,10 |
| Soleure | 790 | 1,10 |
| Berne | 649 | 1,11 |
| Argovie | 772 | 1,13 |
| Turgovie | 831 | 1,14 |
| Appenzell R.-I. | 521 | 1,16 |
| Nidwald | 583 | 1,16 |
| Glaris | 769 | 1,18 |
| Uri | 504 | 1,18 |
| Lucerne | 710 | 1,20 |
| Schwytz | 746 | 1,23 |
| Jura | 434 | 1,31 |
| Suisse | 664 | 1,06 |

I. CAUDULLO. SOURCE: OFSP, EPFZ

Le Conseil fédéral se résout à remettre la Suisse au ralenti

Le virus ne faiblit pas. Face à une situation qui n'est pas tenable sur le long terme, le gouvernement prend des mesures drastiques.

Depuis le semi-confinement de mars, ce sont les mesures les plus lourdes annoncées par le Conseil fédéral. Pour certaines branches, on peut carrément parler de *lockdown*. À partir de mardi et jusqu'au 22 janvier - et à l'exception de quelques cantons romands -, la vie des Suisses tournera au ralenti. «La situation est critique, le coronavirus ne nous laisse pas de répit», lâche Simonetta Sommaruga, présidente de la Confédération. Avant de lancer ce message: «Notre pays est fort quand nous sommes solidaires.»

Après une première vague bien négociée, la Suisse est en passe d'être submergée par la deuxième. «La situation ne correspond pas à nos attentes, reconnaît Alain Berset. Ce n'est pas tenable pour le personnel soignant. Il y a la charge physique, mais aussi de plus en plus d'opérations qui doivent être reportées.»

Et le ministre de la Santé de mettre tout de suite les points sur les «i»: les chiffres doivent baisser. Pour observer une diminution des cas de moitié toutes les deux semaines, le taux de reproduction du virus doit se situer à 0,8. Or, cette valeur n'est atteinte par aucun canton. Pire, à l'exception de quelques cantons romands et d'Obwald, tous les autres dépassent le seuil de 1. Et Alain Berset de comparer la situation en Suisse qui, en termes de cas par habitant, est trois fois plus critique qu'en Belgique, en France ou en Espagne.

«La politique décide»

L'objectif du Conseil fédéral est donc de réduire le nombre de contacts. À partir du 22 décembre - le temps pour les exploitants gastronomiques d'écouler en partie leurs stocks -, restaurants, établissements culturels et sportifs ainsi que lieux de loisirs devront fermer. Et ce jusqu'au 22 janvier. Avec peu d'espoir qu'une embellie intervienne avant. «Dans les cantons romands qui avaient pris de mesures courageuses, nous avons vu qu'une réouverture trop hâtive n'avait pas permis de suffisamment ralentir le virus», justifie Alain Berset.

Si le Conseil fédéral parle de mesures drastiques, la task force scientifique recommandait cette semaine d'aller plus loin encore. Pourquoi ne pas avoir écouté les experts? «La task force fait des recommandations, mais au final, c'est la politique qui décide», répond Alain Berset. «Ce sont des restrictions qui vont déjà très loin», ajoute Simonetta Sommaruga. Le Conseil fédéral se laisse ainsi une marge de manœuvre, si ce coup de frein ne suffisait pas.

«Ce sont des restrictions qui vont déjà très loin.»

Simonetta Sommaruga
Conseillère fédérale

Parmi les réactions les plus vives, celle de GastroSuisse, qui parle d'une branche en péril. «La fermeture des restaurants occasionnera un dommage économique de 2,5 milliards. Cette mesure occasionnera de nombreuses faillites», avertit la faitière des cafés-

restaurants, qui dénonce le manque d'aides en faveur de la branche.

Un appel au bon sens

Face aux inquiétudes, Guy Parmelin tente de rassurer. «Nous voulons préserver l'emploi. Les mesures simplifiées pour le chômage partiel seront prolongées jusqu'au 31 mars.» Avec une différence: les bas revenus toucheront désormais l'entier de leur salaire. Et le ministre de l'Économie de rappeler que les aides aux cas de rigueur, dont le montant a été augmenté à 2,5 milliards, continuent, de même que le recours aux prêts Covid. «Ça ne suffira pas», s'alarme l'Union syndicale suisse.

Dans ce contexte de plus en plus tendu, le Conseil fédéral recommande enfin fortement aux gens d'éviter les déplacements inutiles. Comment l'envisager à la veille des fêtes de fin d'année? «On compte sur le bon sens de chacun», répond Alain Berset. Mais je crois que tout le monde comprend que ce n'est pas Noël qui va drastiquement changer, mais les festivités du Nouvel-An.»

Florent Quiquerez Berne

Les fermetures imposées aux «mauvais élèves»

Le Conseil fédéral resserre encore la vis dès ce mardi. Les cantons qui n'arrivent pas à contrôler l'épidémie devront fermer toute une série d'établissements. Pour l'instant, cela ne touche pas Vaud ni Genève, ni les autres cantons romands hormis le Jura. Mais pour combien de temps? Dès le 5 janvier, un nouveau serrage de vis est programmé. Le taux de reproduction du virus devra passer de 1 à 0,9 au maximum pour échapper aux mesures restrictives. En attendant, quelles sont les fermetures décidées dès le 22 décembre et jusqu'au 22 janvier pour la majorité des cantons?

Les restaurants à l'arrêt.

Tous les restaurants des villes, des campagnes et de montagne doivent fermer. Il y a cependant des exceptions. Les restaurants d'entreprise, ceux des hôtels et les cantines scolaires peuvent

continuer de fonctionner. La vente à l'emporter et la livraison à domicile restent autorisées.

Les commerces au régime sec.

Ils devront accueillir encore moins de clients. Les petits magasins (jusqu'à 40 m²) peuvent laisser entrer au maximum trois clients en même temps. Pour les commerces plus grands, les règles diffèrent. L'exploitant doit réserver de 10 à 20 m² par client. Attention aux Fêtes. Tous les commerces seront fermés pendant trois jours de suite, les 25, 26 et 27 décembre. Et cela comprend aussi les stations-services, qui n'auront le droit de vendre que de l'essence. Seules exceptions à ce régime sec: les pharmacies et les boulangeries.

Le fitness à la maison.

Tous les centres de fitness, les établissements de loisirs et de sport devront fermer. Pas question de

s'entraîner, même seul, dans une salle de gym. Des exceptions sont prévues pour les activités des enfants et des adolescents de moins de 16 ans, qui pourront aller à la patinoire ou dans une halle de skateboard. L'entraînement et les compétitions pour les professionnels restent autorisés.

«Lockdown» pour la culture.

Les musées, les galeries, les cinémas, les bibliothèques, les jardins botaniques, les zoos mais aussi les casinos et les salles de jeu doivent fermer. Les manifestations et spectacles sont interdits. Comme pour le sport, les activités culturelles pour les enfants et les adolescents de moins de 16 ans échappent au couperet. Un musée peut donc accueillir des classes. Pas très intéressant maintenant, mais à considérer en janvier.

Les écoles échappent à une quarantaine.

La task force

scientifique fédérale réclamait une fermeture prolongée des écoles après la période des Fêtes pour éviter que les enfants ne ramènent le virus à l'école. Il s'agissait d'instaurer une sorte de quarantaine d'une dizaine de jours supplémentaires. Le Conseil fédéral a dit non. Pour Alain Berset, il n'est toujours pas prouvé que les enfants soient un vecteur important de transmission du virus.

Test avant une visite à l'EMS.

Ceux qui veulent absolument rendre visite à leur parent à l'EMS ou à l'hôpital peuvent le faire. Ils sont incités fortement à faire un test de positivité au virus. Mais Berset prévient: «C'est un instantané. Un test négatif n'est valable qu'une journée.» Et le test ne dispense pas des gestes barrières ni du port du masque.

Arthur Grosjean Berne

d'intérêts. On peut se demander s'il est plus pertinent d'imposer de dépasser le 1 avant de prendre des mesures ou d'en prendre pour éviter de dépasser ce seuil.»

«Demi-mesures illusives»

Antoine Flahault, épidémiologiste et directeur de l'Institut de santé globale de l'Université de Genève, fait part d'un certain scepticisme. «Les mesures édictées par Berne me paraissent de nature à favoriser le contrôle de la deuxième vague. Or, en maintenant un statu quo, le Conseil d'État prend vraiment des risques. À chaque fois, on pense protéger l'économie. Mais il est illusoire de croire en des demi-mesures, probablement séduisantes sur le court terme mais risquant d'être finalement plus dommageables. Tant qu'on n'a pas pris le contrôle de l'épidémie, on

retarde la reprise économique et on conserve une situation à haut risque sanitaire peu propice à la consommation, à une vie sociale plus normale.»

L'épidémiologiste déplore aussi le signal envoyé par le gouvernement «alors que nous devons réduire nos interactions. Je comprends que ce soit désastreux pour les gérants qu'il faut aider en retour et triste pour la vie sociale en cette période mais il aurait été utile de laisser encore un peu fermés les lieux identifiés comme parmi les plus propices à la transmission du virus. Les écoles en font aussi partie.»

Lire l'éditorial en une:
«Des mesures changeantes et illisibles»

PUBLICITÉ

FRAIS & FAIT MAIN

«Ce que je préfère dans la bûche de Noël, c'est la mise au point du glaçage, qui nécessite une grande technicité afin de combiner couleur gourmande, texture idéale et brillant festif.»

Le coup de cœur de M. Djadour, pâtissier Migros.

Les pâtisseries Migros «Frais et Fait Main» sont toutes réalisées par les mains d'une équipe de 13 pâtissiers passionnés, œuvrant dans les cuisines de Migros Genève. La marque Frais et Fait Main répond à une charte de confection extrêmement rigoureuse, comprenant une sélection de produits d'une très grande fraîcheur, travaillés selon des gestes précis. En vente dans les plus grands magasins Migros. Société coopérative Migros Genève

MIGROS
Simplement bien vivre